

**RAPPORT DU DÉBAT**

# **SÉCURISER PLUS LES PARCOURS**

**PAR PABLO MANZANO BAENA**

INTERNATIONAL  
**LAND**  
COALITION

**land**  
portal



# RÉSUMÉ

---

La sécurisation des pâturages est un débat important en cours, en raison de la planification complexe nécessaire à leur utilisation et du manque de reconnaissance ou de protection. Lors d'un débat en ligne du 29 janvier au 14 février 2018, 38 participants de 4 continents ont débattu des principaux enjeux, des solutions et des leçons apprises, ainsi que des voies pour les plateformes multi-acteurs. L'exploitation minière et l'expansion des cultures sont les principales menaces pesant sur les terres de parcours, qui entraînent la perturbation des couloirs de mobilité, l'accaparement des terres et la marginalisation des pasteurs. Cependant, un plaidoyer bien organisé et une action collective peuvent inverser ces situations, augmentant également la rentabilité des activités économiques dans les pâturages avec des investissements simples et protégeant leurs communautés contre les menaces extérieures. Les plates-formes multipartites peuvent renforcer l'action de la société civile, multiplier les échanges croisés, signaler les abus et réduire les conflits. Les arguments environnementaux, économiques et sociaux existants en faveur de la protection des parcours doivent être largement diffusés afin de promouvoir un plaidoyer efficace au niveau mondial.

# INTRODUCTION

---

Le sujet de comment mieux sécuriser les parcours pour ses utilisateurs locaux est l'un des débats en cours. La nature même de l'utilisation des parcours – la nécessité d'une planification au niveau du paysage intégrant des ressources spatialement et temporellement variables et la reconnaissance des multiples niveaux d'utilisation par des acteurs multiples – présente une complexité qui n'est pas facilement expliquée par des systèmes fonciers de propriété, souvent inflexibles et simples, que les gouvernements préfèrent d'introduire. Par conséquent, ces terres ont été laissées sans reconnaissance ou protection formelle ni statutaire et ont été une cible facile pour l'accaparement des terres, l'empiétement ou la fragmentation. Étant donné les besoins de mobilité des populations qui tirent leurs moyens de subsistance de l'utilisation des pâturages, y compris les pasteurs et les chasseurs-cueilleurs, l'occupation des parcours structurée selon une mauvaise planification a un effet négatif direct sur eux. L'amélioration des technologies agricoles et minières, ainsi que l'augmentation de la demande de matières premières agricoles, ont fait que l'attention s'est portée sur les parcours pour les investissements à grande échelle. Ceci en dépit du fait que l'adéquation de la terre à ces fins et la justification économique pour le faire est discutable. En conséquence, les conflits entre les utilisateurs des terres et sur l'utilisation des terres dans les parcours ont augmenté.

Afin d'ouvrir un espace de dialogue sur ces questions, identifier les bonnes pratiques et parvenir à un accord sur quoi devrait être priorisé et comment, la Fondation du Portail de la Terre et l'Initiative des Parcours de la Coalition internationale d'Accès à la Terre ont accepté d'animer une discussion en ligne sur Sécuriser les Parcours. Cela s'appuie sur d'autres initiatives en cours, notamment le Centre de connaissances pastorales de la FAO, l'Initiative Mondiale pour un Pastoralisme Durable (WISP) de l'UICN et la Coalition des Lobbies Européens pour le Pastoralisme Est-Africain (CELEP).

Le dialogue s'est déroulé du 29 janvier au 14 février 2018 ; ce rapport résume les points clés soulevés et les conclusions atteintes.

The background features a dark grey field with a network of thin, light grey lines connecting various sized grey circles. Overlaid on this are several overlapping, irregular shapes in white, orange, and green, creating a layered, paper-like effect. The orange shape is the most prominent, containing the main text.

# **POINTS PRINCIPAUX DU DEBAT**

# QUESTION 1: QUELS SONT LES DÉFIS FONCIERS AUXQUELS LES PARCOURS ET LEURS UTILISATEURS SONT CON-FRONTÉS ?

- a. **Quelles tendances du changement d'utilisation des terres s'observent dans différentes parties du monde ? Quelles sont les causes ? Quels sont leurs impacts sur les différents utilisateurs des parcours ?**
- b. **Dans quelle mesure les utilisateurs des parcours locaux, y compris les groupes sou-vent marginalisés tels que les femmes et les pasteurs, sont-ils impliqués dans les décisions concernant ces changements ?**
- c. **Où sont les points chauds de conflit sur l'utilisation des terres et quelles sont les causes de ces conflits ?**

La discussion a commencé par une analyse des principaux problèmes fonciers rencontrés par les parcours et leurs utilisateurs. Les tendances générales dans le monde montrent deux menaces principales d'investissement: i) l'exploitation minière, problème le plus important en Asie centrale et du Sud et l'un des principaux problèmes en Afrique<sup>1</sup>, et ii) l'expansion de l'agriculture industrielle (commerciale à grande échelle) principalement en Afrique . L'expansion de l'agriculture contribue également à la diminution des ressources en eau due à l'irrigation et à la perte des pâturages de saison sèche en raison de l'occupation des zones fluviales par les fermes.

La dégradation des terres est un problème croissant lié à des obstacles et des contraintes plus fréquents à la mobilité du bétail. Les routes du bétail sont bloquées par des investissements mal planifiés et d'autres facteurs. C'est particulièrement le cas en Asie Centrale, où le blocage des routes du bétail perturbe l'utilisation traditionnelle des terres de parcours loin des villages ou des zones avec des services. La faiblesse des services de vulgarisation pour soutenir la mobilité est également un problème en Afrique de l'Ouest<sup>2</sup> . La dégradation des terres est souvent liée à la pauvreté ou

---

1 Même si cela n'a pas été mentionné dans le débat, l'exploitation minière (dans les terres hautes) et l'expansion de l'agriculture industrielle (dans les terres basses) sont les principales menaces foncières mentionnées par les organisations pastorales en Amérique Latine.

2 Toujours en Amérique latine, les réseaux pastoraux qui n'ont pas participé à la discussion (même s'ils ont été invités) ont noté ailleurs que le désassemblage des services de vulgarisation entraîne la disparition de la transhumance du bétail.

à l'insécurité alimentaire des pasteurs, qui peuvent être forcés à prendre des décisions pour gagner à court terme au détriment d'une vision à long terme - même si la dégradation est souvent influencée par des facteurs plus généraux et des décisions des responsables politiques ou économiques.

La dégradation des terres est liée à la pression accrue exercée sur les ressources naturelles par une population croissante, dont la croissance a soulevé les préoccupations de plusieurs participants. Le changement climatique a également été mentionné comme facteur d'influence. Un autre aspect du changement global que connaissent les populations sont les espèces envahissantes dans les parcours, ce qui réduit sa capacité productive et aggrave des problèmes des moyens de subsistance. De tels impacts de la base de ressources naturelles peuvent déclencher une insécurité généralisée, ainsi que la prolifération des armes qui est un problème très préoccupant pour les populations des parcours.

Dans un contexte de concurrence d'utilisation des terres pour une base maigre de ressources naturelles, des conflits d'utilisation apparaissent avec différentes utilisations des terres telles que les aires protégées (mentionnées pour l'Afrique de l'Est) et les zones cultivées (mises en évidence en Afrique de l'Ouest). Une telle concurrence explique en grande partie l'insécurité et les conflits armés observés dans et autour de ces zones.

La marginalisation des utilisateurs des parcours se transforme en des enjeux différents. Premièrement, l'utilisation des terres de parcours n'est souvent pas reconnue ni entièrement comprise, ce qui affaiblirait la capacité de plaidoyer des pasteurs, les laissant plus ouverts à la corruption et aux abus. De bonnes lois foncières manquent souvent, mais le cadre juridique est presque toujours meilleur que sa mise en œuvre. Parfois, une mauvaise mise en œuvre est une conséquence de l'incapacité des fonctionnaires, qui est également liée à la faiblesse des services de vulgarisation ; un accès insuffisant aux informations par les éleveurs mine leur capacité à surveiller les processus politiques et à alerter sur des cas de corruption.

Enfin, le manque de reconnaissance du rôle des femmes dans les législations ou les formulations politiques des pays a été signalé comme une préoccupation au Maroc, au Soudan et en Inde, bien que la nécessité d'une participation et reconnaissance plus large des femmes soit transversale.

## QUESTION 2: EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES, EXPÉRIENCES ET LEÇONS TIRÉES DE SÉCURISER PLUS LES PARCOURS

- a. **Quels exemples il y a de politiques et de lois habilitantes qui soutiennent les droits d'utilisation locale des terres de parcours ? Sont-ils réussis ? Et si oui, quels sont les principaux éléments du succès ?**
- b. **Quelles initiatives il y a qui ont garanti les droits des utilisateurs locaux des parcours à la terre et aux ressources, et pourquoi ont-elles réussi là où d'autres ne l'ont pas fait ?**
- c. **Quelles initiatives il y a qui ont amélioré les processus d'aménagement du territoire et qui ont aboutit à une utilisation plus efficace des terres et à la conciliation des différents intérêts d'usage ?**
- d. **Dans quelle mesure ces initiatives sont-elles participatives et inclusives, garantissant que toutes les parties prenantes sont impliquées, y compris les groupes souvent marginalisés ?**
- e. **Quelle nouvelle technologie a été utilisée pour rendre la sécurisation des parcours plus efficace et efficiente ?**
- f. **Quels exemples existent-ils d'initiatives qui ont permis de bien résoudre des conflits liés à l'utilisation des terres et quelles leçons pouvons-nous en tirer pour une application ultérieure ?**

Les participants ont discuté de différentes bonnes pratiques basées sur leurs propres expériences. Sur le plan juridique, les participants ont mis en évidence quelques bons exemples de législation qui facilitent plus que d'autres la sécurisation des parcours. Cela comprenait la Loi des Villages de Tanzanie et des lois en Inde pour protéger les biens communs.

Certains outils juridiques ont donc été utilisés par les OSC pour sécuriser les droits fonciers, tels que les Certificats de Droit Coutumier d'Occupation, délivrés aux communautés sur des centaines de milliers d'hectares et soutenus par des organisations comme l'UCRT en Tanzanie. La Loi Ougandaise des Terres a été utilisée pour établir des Associations Foncières Communales à Karamoja, dans le nord du pays. De même, la Loi sur les Parcours du Kazakhstan a permis aux pasteurs du pays de formuler des plans de gestion des parcours qui ont renforcé leurs droits fonciers. Au Cameroun, des groupes de pasteurs peuvent s'adresser aux Conseils Consultatifs Fonciers et à la Commission Agro-Pastorale pour leur accorder une concession foncière, leur permettant de mieux contrôler leurs ressources pastorales.

En outre, il est possible d'établir des accords entre les propriétaires de

pâturages privés et à travers leurs propriétés foncières individuelles afin de faciliter l'utilisation saisonnière optimale et la mobilité dans les zones où la gestion et la tenure communautaires ont été perdues. Des exemples de cela ainsi que la protection d'un réseau de routes publiques de stockage maintenues et classées légalement, peuvent être trouvées en Espagne et en Australie. Les accords de pâturage intercommunautaire entre Karamajong et Turkana soutenus par l'Organisation de Développement Agro-pastoral Dodoth (DADO) se sont révélés comme un outil puissant pour établir des plans de gestion des pâturages plus rationnels et appropriés et pour réduire les conflits. La planification du point de vue de la communauté au Kenya a également montré qu'elle permettait d'augmenter les revenus du secteur du tourisme faunique qui est transféré à la communauté pastorale et de réduire les conflits globaux. Les Associations d'Utilisateurs de Pâturages au Kirghizistan sont un autre exemple d'outils utilisés par les communautés et le gouvernement pour mieux planifier l'utilisation des parcours.

Ces exemples montrent le potentiel des initiatives communautaires lorsqu'elles sont renforcées, associées à un cadre politique et législatif favorable. Une amélioration des capacités des communautés locales se traduit par de meilleures capacités de gestion, une plus grande résilience face aux influences externes et de meilleures capacités de surveillance contre eux, par exemple contre la corruption - un problème qui peut affecter les structures de gouvernance communautaire elles-mêmes si la base d'utilisateurs des parcours n'est pas assez renforcée. Pour cela, une éducation adéquate des nomades est fondamentale, mais après l'expérience présentée par le Nigéria, il est clair qu'une telle entreprise doit avoir obtenu son financement à long terme s'il y a un réel engagement pour son succès.

Des capacités accrues entre les communautés permettront la participation du public aux Évaluations d'Impact Environnemental, une stratégie utilisée en Mongolie pour réussir à avoir des meilleurs investissements planifiés - en particulier dans le secteur minier - tout en utilisant les nouvelles technologies pour réduire les coûts tels que les outils informatiques, et faisant les liens avec plates-formes mondiales telles que la Land Matrix. Les sources d'information telles que la Land Matrix au niveau mondial sont des outils puissants pour documenter l'état des investissements à grande échelle tandis que la cartographie des ressources et des terres villageoises (par exemple en Tanzanie) sont des outils importants pour reconnaître les terres communautaires.

Des technologies beaucoup plus simples et moins exigeantes en ressources peuvent également améliorer les moyens de subsistance des utilisateurs des parcours. L'accès à l'eau a été amélioré avec une technologie très simple grâce au programme Un Million de Citernes au Brésil, qui a permis non seulement la sécurisation des parcours pour ses utilisateurs locaux, mais aussi la diversification des revenus et l'augmentation de la résilience des éleveurs. Une utilisation simple mais consciente des chèvres au Kirghizistan permet des mesures de lutte efficaces contre l'arbuste envahissant Caragana. Au cours de la discussion, nous avons également appris les progrès des programmes



d'éradication des mauvaises herbes en Éthiopie, en particulier contre le très problématique *Prosopis juliflora*.

Montrer et augmenter la valeur du pastoralisme constitue également un outil puissant pour sécuriser les parcours. En Jordanie, la valeur des terres précédemment dégradées a été restaurée grâce à la récupération de bonnes méthodes de gestion traditionnelles, augmentant la valeur de la production de 20 fois. En Mongolie, le projet Greengold financé par la DDC a mis en œuvre des stratégies pour ajouter de la valeur aux produits pastoraux afin d'atténuer la dégradation des terres. Le problème de la dégradation des terres a également été abordé par des comités de pâturages au Kirghizistan et par des Groupes d'Utilisateurs de Parcours en Mongolie. Une amélioration de la valeur de la production durable par les utilisateurs des pâturages les protège contre les investissements fonciers qui font concurrence avec leur utilisation et donc l'aliénation des terres. Cependant, c'est toujours un domaine où les bonnes pratiques documentées manquent.



# QUESTION 3: VOIES SOLIDES D'ENGAGEMENT EN TANT QUE PLATE-FORME MULTIPARTITE

- 1. Quelles sont les voies clés de sécurisation des parcours pour ses utilisateurs locaux à différents niveaux ?**
- 2. Comment les différentes parties prenantes peuvent-elles mieux se connecter, se mobiliser et influencer afin de sécuriser plus les parcours ?**
- 3. Comment travailler ensemble peut-il ajouter de la valeur au travail individuel - un exemple étant l'Année Internationale des Parcours et des Pasteurs ?**
- 4. Quelles sont les opportunités clés de travailler en tant que plateforme multipartite afin de sécuriser plus les parcours ?**

Les participants étaient d'accord sur le fait que les communautés fortement responsabilisées sont fondamentales pour la sécurisation des parcours. De cette façon, ils seront en mesure de participer efficacement aux discussions multipartites pour partager leurs points de vue et parvenir à un plaidoyer politique puissant. Les efforts conjoints des communautés pastorales peuvent aboutir plus facilement à la délimitation des pâturages et des couloirs, mais les plates-formes multipartites peuvent également favoriser le dialogue intercommunautaire et réduire les conflits à plus grande échelle comme les bons exemples examinés ci-dessus.

Face aux abus des investisseurs privés ou des gouvernements (ce dernier étant mentionné dans plusieurs cas), les plateformes multipartites peuvent alerter la communauté internationale sur des cas flagrants. La Land Matrix a été donnée comme un exemple d'une base de données bien organisée pour documenter et suivre les investissements à grande échelle au niveau mondial. Des exemples d'actions coordonnées entre les OSC locales et les ONG internationales ont été fournis, combinant la légitimité politique avec les forces techniques et les zones d'influence combinées. Les exemples incluent le travail de la Fondation pour la Sécurité Écologique en Inde avec les communautés pastorales locales et, à plus grande échelle, le CELEP a fait pression efficacement à la fois sur l'Union Européenne et au niveau des gouvernements nationaux est-africains. La Coalition Internationale pour l'Accès à la Terre élabore également des Stratégies Nationales d'Engagement entre des membres au niveau national pour encourager une vision commune et une stratégie d'engagement avec différentes parties prenantes sur les questions foncières et pour mener des processus de plaidoyer similaires. Il convient de noter qu'un récit positif commun et convenu entre les parties prenantes doit être établi avant le lancement d'une stratégie de plaidoyer efficace, comme

mentionné par des participants avec expérience à la fois en Afrique de l'Est et en Amérique Latine.

Les nouvelles technologies offrent de bonnes opportunités pour augmenter l'influence des plateformes multi-acteurs. L'accès aux smartphones aide les utilisateurs de parcours des zones reculées à accéder à des produits et outils de communication complexes. L'accès à une technologie de téléphonie mobile plus simple s'est déjà révélé utile pour améliorer l'accès aux prévisions météo, alertes, etc. Cela fait réfléchir sur des applications potentielles de cette technologie pour sécuriser les parcours.

Les intervenants ont soutenu que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour accroître les arguments sociaux et économiques en faveur de la protection des terres de parcours, au-delà des ressources environnementales ou des ressources naturelles. Cela augmenterait non seulement la valeur perçue des utilisations des terres de parcours, mais cela améliorerait les perceptions négatives des médias qui constituent actuellement un obstacle majeur à un débat plus nuancé et équilibré sur l'avenir des terres de parcours. Un meilleur réseautage entre les utilisateurs des parcours peut également améliorer l'utilisation des structures multi-gouvernementales et des initiatives internationales pour soulever leurs problèmes. Les accords positifs signés par les gouvernements devraient être largement utilisés car ils offrent des opportunités extraordinaires de dialogue positif, comme c'est le cas avec les Directives volontaires sur la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, signées par tous les pays membres du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale.



# SUCCÈS ET LACUNES DU DÉBAT

Le débat a été un succès en termes de participation et de contributions valables de tous les grands zones de parcours du monde, y compris l'Asie centrale et du Sud, le Moyen-Orient, l'Europe, l'Afrique du Nord, Ouest, Centrale et Orientale et l'Amérique Latine. Même si certains participants n'ont commenté qu'une seule fois, la profondeur des commentaires était suffisante pour parvenir à une image globale satisfaisante.

Il y a eu une discussion sur l'applicabilité et la mise à l'échelle des leçons mondiales. Certains participants (Gabriel Seghezzo et Kramer Gillin) pensaient qu'il est difficile de faire des comparaisons et d'extrapoler des leçons, mais beaucoup d'autres ayant une expérience transrégionale (Alhassan Altahiru Jaoji, Elizabeth Daley ou Pablo Manzano) ont discuté les avantages de la comparaison et l'apprentissage internationale aussi que d'une image globale, et de leur applicabilité prouvée afin de faire progresser la sécurité des parcours.

Une lacune pour des plates-formes multipartites représentatives à l'échelle mondiale semble être l'Afrique de l'Ouest à la traîne en termes d'accès à la technologie par les utilisateurs locaux des parcours, notamment en termes de couverture et de compétences en téléphonie mobile. La région est néanmoins avancée dans la participation de la société civile (l'exemple du RBM a été donné) ainsi que dans le déploiement d'analyses multidisciplinaires pour les parcours.

Une lacune générale dans un tel type de discussion peut être le plus grand nombre d'interventions observées à la Question 1 (voir la Figure 1), ce qui peut être lié au fait que les difficultés sont plus faciles à trouver que les solutions. Tels événements en ligne risquent également d'être plutôt exposants et d'offrir moins d'interaction entre les participants que les discussions en face à face, comme l'ont plutôt été les interventions dans cette discussion (voir la figure 2). Il aurait été bon que des discussions plus larges aient eu lieu sur, par exemple, l'adoption d'outils issus de pratiques réussies, ainsi que la mise à l'échelle. Les organismes internationaux, les bailleurs de fonds et les gouvernements ont également manqué d'apports malgré les invitations à contribuer.

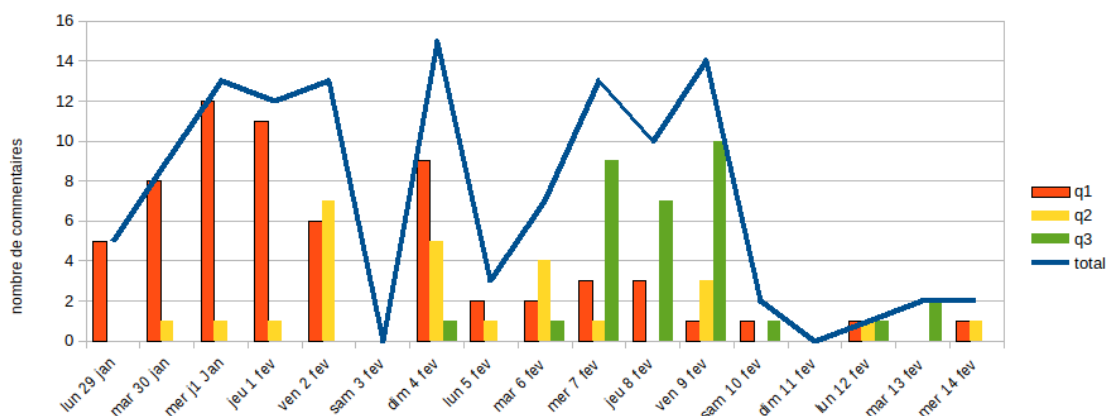


# ANNEXE: ANALYSE TECHNIQUE DU DÉBAT

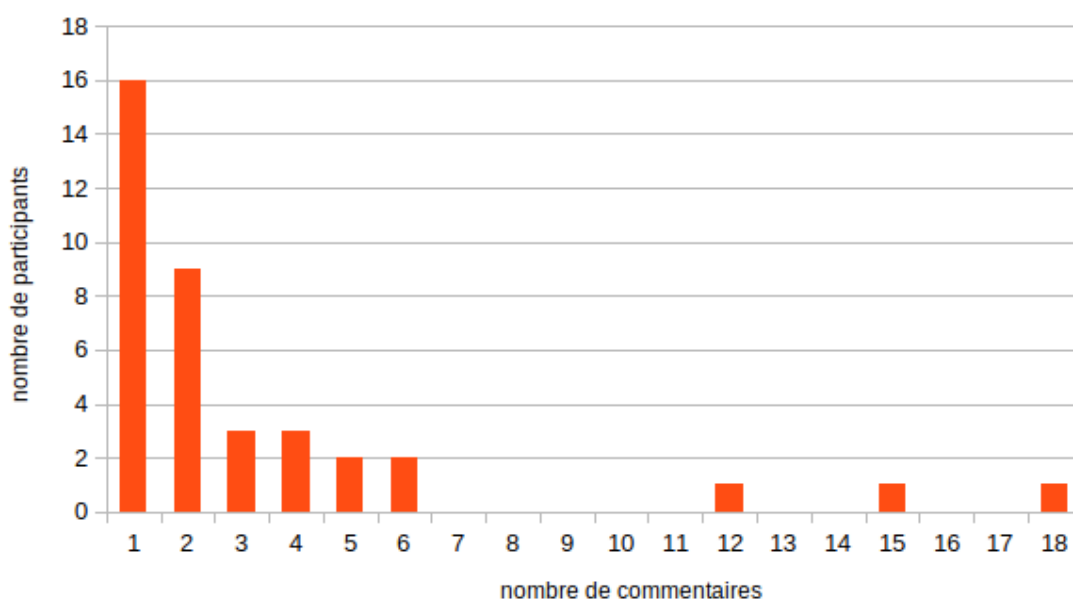
Les invitations étaient partagées avant le débat électronique avec les listes de diffusion suivantes:

Nom	Couverture	e-mail/web	Partagé par
Pastoralist Hub	global	pastoralist-hub@dgroups.org	Fiona
ILC	global	<a href="http://www.landcoalition.org/en/regions/global/event/discussion-making-rangelands-more-secure">http://www.landcoalition.org/en/regions/global/event/discussion-making-rangelands-more-secure</a>	Alex/Ashley
CELEP	afrique Orientale	celep-eu@googlegroups.com	Fiona
IYR	global	e-mail list	Fiona
Land Portal	global	Undisclosed	Neil
Pastoraméricas	LatAm	pastoramericas@googlegroups.com	Pablo
Extensivos	Espagne	extensivos@googlegroups.com	Pablo
ESAPN	Afrique Orientale et Australe	e-mail list	Pablo
SAPA	Asie du Sud	sapa-communication@googlegroups.com	Pablo
PFCPA	Afrique Centrale et de l'Ouest	<a href="mailto:PFCPA@googlegroups.com">PFCPA@googlegroups.com</a>	Pablo
RPPS	Afrique Centrale et de l'Ouest	pasteursdusahel@googlegroups.com	Pablo
RBM, MOPA, WRHA	WAfr, CAsia, Reindeers	e-mail list	Pablo
Pasto-Arabic	Pays arabes	Pasto-Arabic@googlegroups.com	Pablo
AFSA	Afrique	afsafrika@googlegroups.com	Michael Farrelly de la part de Pablo
African Biodiversity Network	Afrique sub-saharienne	abnsecretariat@africanbiodiversity.org	Karen Nekesa de la part de Pablo

Le graphique suivant (figure 1) résume les schémas de réponse quotidiens, en fonction de la question qu'ils ont abordée. Il est à noter que le dimanche 4 février montre une déformation car 12 des 15 commentaires proviennent d'un des facilitateurs (Fiona) et un autre de Pablo. Il convient également de noter que le dialogue était initialement prévu jusqu'au 9 février mais a été prolongé jusqu'au 14 février pour permettre des commentaires tardifs et des réponses à d'autres commentaires.



Il y a eu des commentaires de 36 participants différents et 2 animateurs. 27 participants étaient anglophones, 4 étaient russophones, 3 francophones et 2 hispanophones. Le graphique suivant (figure 2) montre combien de ces contributions ont été faites une fois, deux fois, trois fois, etc. On peut voir que la plupart ont commenté 1 ou 2 fois, ce qui a limité l'interaction globale de la discussion (voir ci-dessus). En ce sens, les lettres d'invitation ont bien fonctionné - elles sont un outil bien conçu - mais les participants peuvent se voir engagés dans une seule participation, ce qui pose des problèmes au caractère réel de la discussion.



Au total, 183 personnes ont été pré-contactées à l'avance, dont 29 ont participé (15,85%). 12 ont envoyé leur contribution avant le débat, et parmi eux, seuls 5 ont participé plus d'une fois.

Considérant que tels événements impliquent une faible mobilisation de l'ensemble de tout le potentiel humaine, ces données de participation devraient être considérées comme acceptables. Malgré les difficultés d'enregistrement rencontrées par trois participants, l'outil est un moyen amical de promouvoir la participation, et les pré-contacts augmentent nettement la représentativité des participants. Bien que le processus d'inscription soit simple, le fait de devoir s'inscrire pour participer a découragé à un certain nombre de participants potentiels.

## RÉFÉRENCES

- Davies, J.; Herrera, P.; Ruiz-Mirazo, J.; Mohamed-Katerere, J.; Hannam, I.; Nuesri, E. (2016). Improving governance of pastoral lands. Implementing the Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security. Rome: FAO. <http://www.fao.org/3/a-i5771e.pdf>
- FAO (2012). Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of land, fisheries and forests in the context of national food security. Rome: FAO.
- Herrera, P. M.; Davies, J.; Manzano Baena, P., eds. (2014) The Governance of Rangelands: Collective Action for Sustainable Pastoralism. London: Routledge. [http://cmsdata.iucn.org/downloads/governance\\_book.pdf](http://cmsdata.iucn.org/downloads/governance_book.pdf)
- IUCN (2011). The land we graze. A synthesis of case studies about how pastoralists' organizations defend their land rights. Nairobi: IUCN. [http://cmsdata.iucn.org/downloads/land\\_rights\\_publication\\_english\\_web.pdf](http://cmsdata.iucn.org/downloads/land_rights_publication_english_web.pdf)

INTERNATIONAL  
**LAND**  
COALITION

land  
portal

